



Arnaud Leveau et Benoît de Tréglodé (dir.)

L'Asie du Sud-Est 2010 : les événements majeurs de l'année

Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine

Cambodge

Jérémy Jammes

DOI : 10.4000/books.irasec.2291

Éditeur : Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, Editions Lignes de repères

Lieu d'édition : Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, Editions Lignes de repères

Année d'édition : 2010

Date de mise en ligne : 3 juillet 2018

Collection : Asie du Sud-Est

ISBN électronique : 9782355960376



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

JAMMES, Jérémy. *Cambodge* In : *L'Asie du Sud-Est 2010 : les événements majeurs de l'année* [en ligne].

Bangkok : Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, 2010 (généré le 07 mai 2019).

Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/irasec/2291>>. ISBN : 9782355960376. DOI :

10.4000/books.irasec.2291.

1 - Discorde politique, ordre juridique

Depuis 1952, la démocratie parlementaire a dû céder le pas au régime personnel de type monarchique. Après des décennies de guerre civile et d'instabilité politique, la monarchie a été officiellement rétablie par la Constitution de 1993 avec le retour du roi Norodom Sihanouk sur le trône. Ce dernier voulait incarner les espoirs d'une monarchie engagée politiquement, tout en servant d'axe de référence symbolique commun pour rétablir une cohésion nationale. Depuis lors, le royaume du Cambodge tente de trouver ses repères entre des visions conservatrices ou réformatrices du régime sihanoukiste *Sangkum Reastr Niyum* (1955-1970) qui prévalait avant la période de guerre civile et de génocide, dessinant le contour d'une politique à plusieurs vitesses. Fin 2009, la situation est très différente et montre un déséquilibre dans la balance des pouvoirs en défaveur très nette des monarchistes.

D'un côté le roi Norodom Sihamoni est officiellement le chef de l'État, depuis l'abdication de son père en 2004. À lui dorénavant les cérémonies religieuses, les rituels de bénédiction, les apparats symboliques. Du côté gouvernemental, les coalitions politiques avenantes et prometteuses des débuts de la paix laissent aujourd'hui place à une prise en main forte du régime par le Premier ministre Hun Sen et son instrument politique, le Parti populaire cambodgien (PPC). Les résultats aux élections cantonales et provinciales de mai 2009 affichent une victoire écrasante de ce parti, qui devrait continuer d'être politiquement dominant les années prochaines. Le PPC contrôle en effet environ deux tiers des sièges à l'Assemblée nationale et tient d'une main de fer l'opposition à distance.

Le Cambodge



Lors de la dernière élection générale, en juillet 2008, le PPC consolidait déjà ses assises à l'Assemblée nationale, recueillant quatre-vingt-dix des cent vingt-trois sièges. Début 2009, les principaux partis d'opposition, à savoir le Parti des droits de l'homme (PDH), entre les mains de Kem Sokha, et le parti éponyme de Sam Rainsy (PSR), se mettent d'accord sur les termes d'une tactique et d'une alliance en vue d'affaiblir le PPC, créant le Mouvement démocratique pour le changement (MDC). Toutefois, les élections de mai ne montrent aucune faille en termes de représentativité électorale, le PPC gagnant près de 75 % des voix au niveau des conseils de provinces et d'arrondissements. Conséquence logique de ces victoires successives : Hun Sen et les

membres du PPC, aux rênes du pouvoir exécutif, ont tendance à durcir leur rapport avec leurs adversaires politiques, peaufinant l'image persistante d'un État cambodgien à parti unique.

Le Funcipec (Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif), parti royaliste dont les sièges sont passés de vingt-six à deux au mois de mai, s'est en effet vu complètement délaissé dans les urnes, au profit de l'alliance stratégique menée par le PSR et le PDH lesquels partis recueillent respectivement vingt-six et trois sièges à l'Assemblée (soit une légère amélioration par rapport au scrutin de 2003). Il est vrai que le parti royaliste s'était déjà vu affaibli lorsque le prince Ranariddh s'était fait évincé à la présidence de son parti éponyme (octobre 2006) puis s'était officiellement retiré de la scène politique (2008). Contrastant avec une intense carrière politique nationale et internationale, le roi Sihanouk en appelait déjà en 2006 au retrait de la famille royale de la politique. Suivant le mot d'ordre familial, le prince Sisowath Thomico avait simultanément remis en question la légitimité d'un parti royaliste, s'offusquant que la royauté puisse susciter des défaillances dans les urnes et des attaques publiques dans les tribunes parlementaires, par partis politiques interposés, alors qu'elle représenterait un élément fondateur de l'identité cambodgienne. Frappé par des scissions internes, des défections pour le PPC et le PSR, et des intrigues de cour, mais aussi par une persistante difficulté à repenser son rôle et son action dans le cadre de la monarchie constitutionnelle de 1993, le parti royaliste se retranche ainsi en 2009 dans des sphères mondaines et symboliques.

En fait, Hun Sen et le PPC se placent comme les maîtres du jeu politique national, élaguant les mouvements d'opposition, lesquels ont la vie dure (aux sens propre et figuré). Devant la menace d'une arrestation sommaire et la crainte de subir les affres d'une justice partisane, la fuite en exil ou la muselière ont régulièrement été optées, malgré eux, par les représentants de l'opposition. Sans commenter le contenu des accusations de diffamation et leur justification¹, le nombre

¹ Une série de procès (pas moins de neuf pour 2009) ont été orchestrés par le PPC contre des membres de l'opposition (Sam Rainsy, mais aussi Heng Chakra, le rédacteur du journal pro-PSR *Khmer Mchas Srok*, Moeung Sann, le président de la Khmer Civilization Foundation, qui rejoint hâtivement la France, etc.).

excessif d'assignation en justice par le PPC à l'encontre des dirigeants du PSR dessine clairement un climat de terreur et rend manifeste le recours à la justice pour éliminer l'opposition. Cette tactique politique et cette pleine maîtrise du pouvoir judiciaire par le PPC sont peut-être ce que Mme Mu Sochua – ex-ministre royaliste des Affaires féminines et dernière accusée en date (août 2009) – désigne ironiquement par « un esprit de justice ». Mais si certains arguent que les nombreux procès mettant en accusation des figures du PSR peuvent questionner l'indépendance du pouvoir judiciaire, les réelles sagas et mises en scènes médiatiques qui entourent ces procès cachent difficilement des rivalités et des règlements de compte personnels².

Ces procès sont également à mettre en perspective avec des milliers d'autres affaires restées non jugées et impunies, qui touchent cette fois la population et qui donnent lieu à une recrudescence des tensions sociales. Une série de manifestations, voire d'affrontements, avec les forces de l'ordre, permettent à une société civile en recherche de reconnaissance, de soutien économique et de représentativité politique d'avoir pignon sur rue³.

Durant une période difficile sur le plan économique, les tenants de l'opposition (PSR et PDH) se montrent incapables de refaire surface après l'éviction de leur dirigeant, les scissions internes et l'omnipotence du PPC. Ils persistent à se dire prêts à relever le défi des prochaines élections législatives prévues en 2011 (Sénat) et 2013 (Assemblée nationale). Comme ailleurs, les partis d'opposition se montrent attentifs aux indicateurs économiques du pays, dont la chute justifierait leur critique du parti au pouvoir.

² Ainsi, Sam Rainsy arracha des bornes le long de la frontière pour contester ce qu'il considère comme une preuve de l'invasion vietnamienne (novembre 2009). Ou encore lorsque le parlementaire Mu Sochua (membre du PSR aujourd'hui), perdant son procès contre le Premier ministre, fait rebondir son cas sur la scène internationale en intervenant en septembre au Congrès américain (forte de sa double nationalité américano-cambodgienne, par son mariage avec un haut responsable des Nations unies).

³ Rappelons à titre d'exemples : affrontement mortel entre trois cents agriculteurs et quatre-vingt-quinze policiers (question de terres spoliées, mars, Siem Reap), protestation violente de plus de mille chauffeurs de *tuk-tuk* (août, Siem Reap), signature d'une pétition par plus de treize mille villageois montagnards pour le retour d'un représentant des droits de l'homme (de l'ONG Adhoc) dans les questions foncières (août, Ratanakiri).

2- Une économie essoufflée

Toutes les prévisions s'accordent à croire que le Cambodge connaîtra un de ses plus bas taux de croissance depuis le milieu des années 1990, avec un taux autour de 3 ou 5 % environ selon plusieurs spécialistes. Après deux années d'une croissance à deux chiffres (2006-2007), le gouvernement a finalement concédé l'idée que la croissance économique allait connaître un ralentissement en 2009. Néanmoins, de nombreux points faibles continuent d'être sous-estimés par le gouvernement et exposent le Cambodge aux conséquences d'une récession globale.

Plusieurs secteurs importants de l'économie connaissent une crise majeure en 2009, ouvrant de sombres perspectives pour les mois ou années à venir. La baisse des cours de matières premières agricoles par exemple a suscité une déflation des revenus agricoles, tandis qu'un nombre croissant de paysans continuent de voir leurs terres arables confisquées par des agents du gouvernement ou des entreprises privées. En attente d'aides et d'investissements étrangers, l'agriculture poursuit un système d'exploitation au faible taux de mécanisation et aux structures d'irrigation fragiles et mal contrôlées, réussissant néanmoins à exporter près de deux millions de tonnes de riz par an.

Le secteur de la confection est particulièrement exposé à la récession que connaissent les États-Unis, vers lesquels le Cambodge exporte près de 85 % de sa production textile. Selon le Bureau des statistiques américain (juillet 2009), l'importation des marchandises américaines en provenance du Cambodge aurait chuté de 23,2 % par rapport à juillet 2008. De même, les exportations de vêtements vers tous les pays confondus ont chuté de 21,66 % entre janvier et septembre, et atteignent pour cette période 1,78 million de dollars. Au premier semestre 2009, pour une usine créée, trois autres ont été fermées. La faillite de soixante-neuf de ces usines a mis au chômage trente mille des quelque trois cent mille employés de ce secteur. De telles statistiques montrent cependant que les effets de la récession mondiale ont été limités sur ce secteur majeur de l'économie cambodgienne et dévoile sa réelle capacité de résistance. Et puis la récession des uns peut également offrir des perspectives de relance pour le Cambodge et les autres pays concurrents

(Viêt Nam, Chine et Bangladesh), et le Japon se découvre un client prometteur en doublant au premier semestre 2009 ses importations de vêtements en provenance du Cambodge (atteignant la valeur de 9,6 millions de dollars).

Ce secteur accueille également, depuis début novembre, le premier système de protection sociale publique du pays, sous l'égide du Fonds national de sécurité sociale, qui s'autofinance par prélèvement auprès des patrons d'usine. Depuis plusieurs années, le gouvernement orchestre en effet une politique sociale dans la confection afin d'attirer les investissements étrangers attentifs aux conditions de travail. Il a ainsi débloqué autour de 6,5 millions de dollars pour encadrer la perte d'emploi des ouvrières dans ce secteur déjà précaire.

Habituellement perçu comme un atout économique, avec 2 millions de visiteurs sur le territoire national et un taux de croissance moyen de 24 % entre 2005 et 2007, le secteur touristique connaît en 2009 la plus grave récession des quinze dernières années, mettant en difficulté les services et infrastructures liés (voyagistes, hôteliers, restaurateurs, etc.). Selon le ministère du Tourisme, le nombre de visiteurs au premier semestre 2009 aurait chuté de près de 800 000 touristes par rapport à l'année précédente, avec une baisse de 16,2 % de la fréquentation des aéroports internationaux de Phnom Penh et de Siem Reap.

Le nombre de visiteurs a particulièrement diminué en provenance de la Corée du Sud. Depuis la signature d'un accord bilatéral de coopération touristique en mars 2006, les touristes sud-coréens avaient choisi la ville de Siem Reap (à proximité du parc archéologique d'Angkor Wat) comme terre de villégiature, implantant des églises protestantes, des restaurants et une hôtellerie coréens. Ils représentaient dès lors le plus grand effectif de touristes étrangers (autour de 15-20 % du total), suivis par les Japonais (autour de 8-10 %) et les Américains (5-7 %). Le ralentissement de leur fréquentation touristique reflète la faiblesse de l'économie sud-coréenne (et notamment la faiblesse du won par rapport au dollar) et l'esprit de repli national qui prévaut en temps de crise. De même, le tourisme transfrontalier thaïlandais et vietnamien devrait connaître un léger ralentissement depuis les contentieux frontaliers avec la Thaïlande, et depuis qu'en février 2009 plusieurs jeux dans les casinos situés aux postes frontières (Poipet et Moc Bai notamment)

ont été interdits, même si personne n'est dupe sur l'efficacité d'une telle législation.

L'autre versant touristique du pays – la station balnéaire de Sihanoukville – avait attiré les dernières années de nombreux emplois, investissements et projets immobiliers. Accueillant majoritairement la nouvelle bourgeoisie argentée locale ou régionale, ainsi que les réseaux de pédophiles (ces derniers ne trouvant plus refuge du côté thaïlandais) et de la prostitution en général – le tourisme sexuel au Cambodge serait recherché par près de 22 % de ses visiteurs– le site balnéaire résiste de la sorte aux effets de la crise économique mondiale, même si de nombreux spéculateurs fonciers se montrent impatients de pouvoir vendre leurs terres.

Les cours de l'immobilier ont augmenté ces dernières années, passant de 500 dollars par mètre carré en 2004 à 3 000 dollars début 2009 à Phnom Penh et dans ses environs. Une chute des cours a été enregistrée en 2009, et les transactions se trouvent au niveau le plus bas. Les promesses de construction tardent dès lors à se concrétiser et les investissements réels ont diminué face à une chute des ventes dans le secteur immobilier, une méfiance des investisseurs étrangers pour la propriété et une frilosité dans le locatif (dont les prix ont parfois doublé mi-2008 en zone urbaine et n'ont pas recouvrer depuis leur prix d'avant la crise). Ainsi, sur les quinze projets de gratte-ciel annoncés depuis 2005, seulement deux ont vu le jour (Canadia Tower et Camko City). La question reste en suspens de savoir si la frénésie en termes de projets du secteur immobilier saura résister à la raréfaction de l'argent, à la spéculation des investisseurs nationaux ou régionaux et au retrait soudain des compagnies immobilières (notamment sud-coréennes).

Face à la situation générale de l'économie du pays, l'efficacité de la politique monétaire demeurera limitée en raison de la forte dépendance du riel par rapport au dollar. Les comptes publics demeureront dans le rouge en 2009-2010, comme le laissent à penser la faible croissance, déjà mentionnée, et l'augmentation des dépenses publiques (autour de 28 % par rapport à 2008). Pendant ce temps, une source de revenu se fait attendre : le gouvernement avait espéré que la production de pétrole dans le Golfe de Thaïlande en 2005 fournirait rapidement une source de revenu à partir d'un système de taxes et de *royalties*, mais le 12 juin 2009 le vice-président du Conseil économique suprême, Hang Chuon Naron,

a avoué, sans surprise, que le pétrole ne coulerait pas avant 2013-2015, selon les plus optimistes estimations.

Dans cette situation de manque à gagner pour le Cambodge, le commerce (formel et informel) avec les Chinois et, plus largement, leur influence sur le pays ont rapidement augmenté ces dernières années. La Chine est ainsi devenue le premier pays donateur du Cambodge en 2009, promettant 256,7 millions (sous forme de dons et de prêts), rivalisant avec les engagements européens (214 millions) et japonais (112,3 millions). Cette pénétration chinoise au Cambodge, qui s'inscrit dans le sillon d'échanges pluriséculaires, est d'autant mieux accueillie par le gouvernement cambodgien que la Chine ne s'alourdit pas d'un discours éthique et ne demande aucune concession en retour sur le respect des droits de l'homme par exemple, au contraire des pays occidentaux et japonais, ce que n'a pas manqué de rappeler explicitement Hun Sen en septembre (discours de Kandal).

Le gouvernement tend également à rassurer ses autres partenaires asiatiques comme la Corée du Sud et le Viêt Nam. Les échanges avec Séoul par exemple se sont sensiblement améliorés depuis l'ouverture des relations diplomatiques en 1997, entérinant ou du moins mettant de côté les oppositions politiques avec le régime khmer rouge et les alliances ininterrompues du roi Sihanouk avec la Corée du Nord. Sur ce thème, Hun Sen a profité du sommet de l'Asean en juin 2009 pour condamner les essais nucléaires de Pyongyang et appeler à la reprise immédiate du dialogue, tout en signant dans la foulée plusieurs contrats de coopération économique bilatérale avec le président sud-coréen Lee Myung-bak dans les secteurs de l'énergie, de la construction et des transports. De même, lors d'un sommet à Ho Chi Minh-ville (en juin), les officiels des vingt-deux provinces frontalières entre le Viêt Nam et le Cambodge ont estimé la valeur du commerce frontalier entre les deux voisins à hauteur de 1,1 milliard de dollars, soit 70 % de la valeur du commerce bilatéral total, sans compter les nombreuses coopérations en termes de sécurité, de défense, de construction d'infrastructures, de soins médicaux, de culture et d'éducation.

Ainsi, le Cambodge n'a pas attendu son dernier et polémique conseiller économique, l'ancien et proscrit Premier ministre thaïlandais Thaksin, pour décentrer son centre de gravité économique de l'Ouest vers l'Est (la Chine). En revanche, l'avenir nous dira si les quatre points

forts de son projet de relance économique seront suivis par le gouvernement et les hommes d'affaires cambodgiens : se préoccuper du développement rural, faire appel aux ressources humaines à l'étranger (Khmers de l'étranger), donner confiance aux investisseurs étrangers en investissant soi-même au Cambodge, fortifier un système économique solidaire entre les quatre pays du bouddhisme Theravada (Laos, Thaïlande, Cambodge et Myanmar).

3 - Le terreau social du protestantisme

Depuis 1993, la devise « Nation – Religion – Roi » est inscrite en frontispice des documents officiels. Implicitement, le bouddhisme Theravada est invoqué pour désigner la religion majoritaire au Cambodge, et les statistiques ne manquent pas de souligner que le même bouddhisme des Anciens (ou Petit Véhicule) serait pratiqué par 96,4 %. Néanmoins, de tels chiffres rendent difficilement compte de la panoplie de pratiques religieuses à l'œuvre dans la société cambodgienne. Si le catholicisme et la religion vietnamienne Cao Đài se développent peu au Cambodge, par le truchement des communautés vietnamiennes émigrées principalement, un autre pan dynamique de la société religieuse surgit depuis quelques années, devenant inéluctable dans certains secteurs d'activité, et notamment l'emploi humanitaire.

Depuis les années 1930, le protestantisme évangélique s'implante difficilement au Cambodge, se heurtant notamment aux réticences du régime colonial français et au terreau bouddhique local, intimement lié au pouvoir royal. Après l'onde de choc khmère rouge et le retour des missionnaires au début des années 1990, le protestantisme connaît depuis une exponentielle croissance d'adhésion et un développement d'activités⁴. Selon des rapports internes et une récente étude de terrain, le nombre d'adeptes aurait augmenté de 374 % entre 1995 et 2007, portant le nombre de sept cents à plus de trois mille trois cents églises

⁴ Cette présentation se concentre sur les groupes protestants (évangélistes, baptistes, méthodistes, presbytériens et pentecôtistes), mais délaisse délibérément d'autres groupes religieux d'inspiration chrétienne, comme le mormonisme, les témoins de Jéhova et les adventistes, avec lesquels le protestantisme partage le terrain d'action.

pour la même période, et la proportion ne cesse de croître. Les statistiques officielles et confessionnelles proposent un chiffre vacillant entre cent quatre-vingt mille et cinq cent vingt mille protestants (enfants inclus), ce qui représenterait entre 1,3 % et 3,7 % de la population. Mais le nombre d'adeptes actifs, c'est-à-dire baptisés et jouant un rôle régulier dans une église, serait estimé dans une fourchette allant de soixante-quinze mille à cent mille personnes (soit 0,5-0,7 % de la population).

Comme dans d'autres parties du monde, la propagande de ces églises américaines repose sur la misère sociale environnante et sur la pression des États-Unis en matière de respect des religions (en échange d'accords de coopération bilatérale). Avec un tiers de la population sous le niveau de pauvreté, le Cambodge est une cible propice au déferlement de ces églises et de leur discours salvateur. Les populations convoitées par ces églises (employées d'usines de confection, prostituées, sidaïques, chômeurs, habitants délogés, ethnies minoritaires, etc.) proviennent de groupes sociaux victimes de l'abandon par les pouvoirs publics, de la privatisation du système d'assurance sociale, de la mauvaise gestion des questions sanitaires et éducatives, de la corruption, de la spoliation de terres, de la dégradation de l'écosystème, etc.

La plus grande concentration d'églises (12 % du total) est située à Phnom Penh, avec près de quatre cents églises, mais 80 % des églises se trouvent principalement en milieu rural. Les provinces les plus touchées par l'activité missionnaire chrétienne sont celles où la densité démographique est élevée et les difficultés économiques certaines (Kandal, Kampong Thom, Kompong Cham et Banteay/Odday Meanchey). À noter que depuis 1994, se développe une activité missionnaire dans le nord-est du Cambodge, dans les provinces de Ratanakiri et Mondolkiri (respectivement quarante-huit et trente-huit églises) où le prosélytisme atteint principalement les populations de groupes ethniques non khmers (les Pnong, Jorai, Tampuon, Brao, etc.).

Principaux groupes protestants et leur nombre

Groupes protestants	Nombre d'églises	Pourcentage
Pentecôtiste (<i>Fourth Square Children of Promise</i>)	1 099	33 %
Baptiste (<i>Cambodian Baptist Union et Bible Baptist Cambodia</i>)	398	12 %
<i>Christian Missionary Alliance</i>	178	5 %
<i>Assemblies of God</i>	99	3 %
Méthodiste	156	5 %
Petits groupes ou églises indépendantes liés à l'association <i>Evangelical Fellowship of Cambodia</i>	157	5 %
Églises privées ou sans affiliation	1 232	37 %
TOTAL	3 319	100 %

Source : rapport The Church in Cambodia de Ken Cruz, 2009.

Perçu et défini juridiquement comme une religion étrangère pouvant altérer la culture traditionnelle basée sur le bouddhisme, le protestantisme n'est pas accueilli favorablement par les autorités, même si celles-ci sont contraintes de le tolérer pour ne pas heurter les sensibilités religieuses des bailleurs de fonds étrangers (dont les États-Unis). La difficulté à obtenir un permis légal pour leur bâtiment religieux oblige un grand nombre d'adeptes (37 % du total) à se regrouper en églises non enregistrées et très souvent limitées à la sphère familiale élargie au voisinage. Cette échelle de culte correspond d'ailleurs à la taille moyenne des églises qui est de trente-neuf adeptes (enfants compris).

Les stratégies d'évangélisation varient d'une église à une autre, permettant une grande flexibilité et un rayonnement d'action sur le terrain. Telle église accentuera l'aspect doctrinal, une autre plutôt la dimension éducative ou sanitaire, une troisième jouera activement sur des réseaux internationaux pour attirer des dons d'argent. Certains missionnaires pratiquent le démarchage médical pour prêcher la « Bonne nouvelle » christique. Certaines églises se procurent une base institutionnelle solide et hiérarchique, mettant en relation un ensemble d'orphelinats, d'écoles, de lieux de stages professionnels, de cours

d'anglais ou d'informatique qui sont autant de plates-formes de prosélytisme.

D'autres, de plus en plus florissantes comme l'église pentecôtiste *Fourth Square*, arrivée à la fin des années 1990 au Cambodge, organise des stages de perfectionnement de la Bible pour les pasteurs et en promeut la possession par le Saint-Esprit (ou « parler en langue ») pour tenter de guérir des troubles mentaux ou physiques, ralliant à elles les personnes « miraculeusement » guéries et leur entourage. Le succès de ce pentecôtisme vient également du revenu supplémentaire que l'organisation fournit par l'ouverture d'orphelinats (n'abritant pas toujours de vrais orphelins) parrainés par des donateurs généreux, ce qui contribue à accroître le revenu moyen d'un pasteur et de ses ouailles.

Le développement d'un partenariat entre les églises chrétiennes et les ONG chrétiennes locales est également un fait récurrent, offrant aux premières des canaux de transmission aux missionnaires en milieux urbain et rural, sous le prétexte de s'attaquer, peu ou prou, aux fléaux sociaux⁵.

4 - Le contentieux frontalier de Preah Vihear ou les limites d'un drame

Bien que la propriété du temple khmer de Preah Vihear ait été accordée au Cambodge en 1962 par la Cour internationale de justice de La Haye, la Thaïlande a décidé de remettre en question en 2008 la validité technique de ces tracés frontaliers, demandant le retour de sa propriété sur quelque 4,6 kilomètres carrés autour du temple. Le refus du Cambodge de céder cette parcelle de son territoire se trouve légitimé par la communauté internationale, le 7 juillet 2008, lorsque le temple du XI^e siècle de Preah Vihear a été inscrit au patrimoine mondial de l'humanité. Boutée par son voisin et par la communauté internationale, déstabilisée par des questions de politiques intérieures, le gouvernement thaïlandais a rapidement présenté ses troupes au point de contentieux,

⁵ Parmi les principales ONG de ce type : Prison Fellowships, Hagar, World Vision, Food for the Hungry, Cheas Ponlue, FAITH project, Servants to Asia's Poor, Christian Reformed World Relief Committee et International Cooperation Cambodia.

suscitant des affrontements meurtriers en octobre 2008. Après une courte phase de répit, échanges de tir avec blessés et morts, discours belliqueux et pacifiques, poignées de mains amicales entre généraux ennemis, retrait des ambassadeurs ont successivement dessiné le contour du contentieux autour de Preah Vihear en 2009, laissant croire à une escalade des tensions courant 2010.

En effet, quelques semaines après une réunion pacifique (6 février 2009) entre le ministre de la Défense thaïlandais, Prawit Wongsuwan, sa contrepartie cambodgienne, Tea Banh, et Hun Sen, des heurts militaires meurtriers se sont produits le 3 avril : interprétés comme le résultat d'« un malentendu » selon des officiels militaires thaïs, comme « une invasion agressive et intentionnelle de la part des militaires thaïs » par le ministère des Affaires étrangères cambodgien, ces brefs affrontements ont montré qu'il ne fallait pas donner trop de poids aux discours de bonnes intentions et que les solutions devaient être trouvées ailleurs dans la résolution du conflit.

Une médiatique « guerre des mots » s'est ainsi développée en parallèle du conflit, pour reprendre l'expression de Stephen Kurczy (*Asia Times Online*). Ce type de bataille commence bien entendu sur le site de Preah Vihear où une pancarte, orientée en direction de la Thaïlande, rédigée en khmer simplifié et en mauvais anglais (pour signifier que le slogan viendrait du peuple), émousse le nationalisme cambodgien : « *We have pride to be born Khmer* [Nous avons la fierté d'être nés khmers] ». Derrière elle, à l'extrémité du promontoire, flotte un drapeau cambodgien troué et amputé de son image centrale, le temple d'Angkor Wat, symbole fort de l'identité khmère.

À une échelle politicienne, le ministre des Affaires étrangères thaï, Kasit Piromya, avait traité Hun Sen de « gangster » dans les médias locaux (mars 2009), tandis que le Premier ministre Abhisit Vejjajiva, au style moins direct mais tout autant offensif, hésite entre des mots pacifistes et belliqueux. De son côté, Hun Sen précise que le combat d'avril fut bref et était typique « des disputes entre voisins qui vivent près l'un de l'autre », tout en avertissant les troupes thaïes qu'un combat éclaterait si elles franchissaient la frontière. Les deux parties cherchent alors à atténuer les tensions et à minimiser les précédents incidents d'octobre 2008 et d'avril 2009.

Le conflit est également entré dans une « guerre des images », puisque les questions du respect de souveraineté et du sacrifice national cambodgien constituent la trame du scénario du film *Les Héros aux cœurs d'or*, réalisé et produit par Sam Dararath (Raksmei Dararath Production). Le film en question, qui devrait sortir en salle fin 2009-début 2010, et vraisemblablement à la télévision, raconte l'histoire d'un commandant des Forces armées royales du Cambodge (RCAF) mobilisé à Preah Vihear, incluant des images documentaires des affrontements d'avril dernier qui a vu la destruction du marché local.

Le mois de juillet 2009 a été l'occasion pour Phnom Penh de fêter le premier anniversaire de l'inscription dudit temple parmi le patrimoine mondial de l'humanité, occasion également de rassembler les masses autour d'un sentiment anti-Thaï. De manière symbolique, des pigeons ont été lancés depuis le temple, accompagnés d'élans lyriques et patriotes parmi les officiels du gouvernement et les journaux locaux, tandis que près de quatre mille pagodes ont simultanément frappé du tambour dans tout le pays afin de faire savoir leur « victoire » sur la Thaïlande dans cette guerre militaire, diplomatique et médiatique.

Malgré des discours qui se veulent pacifiques, les ennemis s'accusent réciproquement d'augmenter leur force de frappe et d'élaguer des stratégies belliqueuses au lieu de la frontière. En juillet, la Thaïlande aurait renforcé des tranchées et doublé ses effectifs qui atteindraient quatre mille soldats (sources cambodgiennes). En même temps, le Cambodge se serait doté de six tanks pour suppléer ses neuf mille soldats présents, constitués de l'armée régulière et d'un corps d'élite, la garde personnelle de Hun Sen (sources thaïes). En riposte à des intrusions de l'aviation et de la marine thaïlandaises en territoire cambodgien, précisément sur des zones de contentieux (Preah Vihear et Golfe de Thaïlande), les autorités ont récemment équipé les forces autour du temple de missiles anti-aériens. Au pied de la falaise de Preah Vihear, les infrastructures militaires et des gargotes civiles venues suppléer aux besoins des soldats ont transformé fin 2008-début 2009 la vaste plaine naguère boisée en une savane, avant de récemment déménager hors de cette aire protégée par l'Autorité nationale de Preah Vihear.

Mais tout se passe comme si le piton cachait une montagne, comme si les véritables enjeux étaient à chercher ailleurs. Déjà, un événement en septembre change le ton. Trois ans après le coup d'État militaire du

19 septembre 2006, des manifestants anti-Thaksin Shinawatra (les partisans aux chemises jaunes de l'Alliance populaire pour la démocratie) se sont retrouvés à la frontière du Cambodge, bloqués par l'armée et les villageois locaux dans leur volonté de traverser la frontière et d'occuper le temple. L'ancien Premier ministre thaï vit alors en exil au Moyen-Orient pour fuir l'incarcération prévue dans son pays pour corruption. L'implication de ce dirigeant et homme d'affaires thaï dans la résolution du conflit révèle très nettement l'ancrage du phénomène dans les profondes tensions au sein de la politique intérieure de la Thaïlande.

Réagissant à l'impasse diplomatique et la progressive course à la guerre, le gouvernement cambodgien donne un tout autre accent au conflit en octobre 2009, frappant le talon d'Achille du gouvernement thaïlandais. Le 27 de ce même mois, un décret royal nomme l'ancien Premier ministre thaï Thaksin – considéré comme fugitif par l'actuel gouvernement thaïlandais – conseiller économique du gouvernement et conseiller personnel du Premier ministre Hun Sen. Ce soutien officiel au Premier ministre thaï en exil, recentre habilement le contentieux frontalier autour de Preah Vihear vers des questions de politique intérieure thaïlandaise. Offusqué par ce provoquant décret royal, l'ambassadeur thaï quitte le Cambodge le 5 novembre, poussant l'ambassadeur cambodgien en Thaïlande à faire de même. La double nomination, le 22 octobre 2009, du Cambodge et de la Thaïlande comme membres permanents (durant quatre ans) de l'Unesco n'empêchera pas la dégradation des rapports.

Déclinant dans un premier temps l'invitation, Thaksin décide de franchir fermement le pas et retrouve officiellement son ancien partenaire et ami Hun Sen, le 10 novembre à Phnom Penh. Loin d'être extradé vers la Thaïlande, comme le souhaiterait Bangkok, Thaksin donne un discours deux jours plus tard au ministère de l'Économie et des Finances devant trois cents économistes et hommes d'affaires cambodgiens lors de la conférence : « Le Cambodge et le monde après la crise financière ». Le lendemain, afin de réitérer les intentions pacifistes du Cambodge quelques jours avant un sommet de l'Asean à Singapour, Hun Sen retire mille soldats de Preah Vihear. Un projet budgétaire prévoyant une augmentation de 24,2 % des dépenses militaires (soit un total de 277 millions de dollars prévu pour 2010) est approuvé début novembre par le Conseil des ministres pour la modernisation de l'armée,

ce qui représenterait environ 14 % du budget interministériel (contre 5 % pour les secteurs de l'agriculture, du développement rural et des ressources en eau par exemple).

L'économie bilatérale avec la Thaïlande risque de pâtir sérieusement de cette situation, tout en faisant le bonheur économique des pays voisins, le Cambodge étant incité par ses propres besoins à donner la priorité à des liens commerciaux avec le Viêt Nam, la Chine et la Corée du Sud. De même, la montée des tensions frontalières a montré les limites de l'Asean à pouvoir gérer ou influencer des conflits dans son aire d'action.

L'arrivée de Thaksin au Cambodge déplace le point névralgique de sécurité régionale de Preah Vihear vers Phnom Penh. L'ensemble de ces manœuvres détourne bien entendu l'attention nationale et internationale de problèmes en cours au Cambodge, comme les hésitations à condamner les dirigeants khmers rouges après le procès de Duch, le respect des droits de l'homme ou le déploiement structurel de la corruption.

5 - La justice à deux vitesses du tribunal international des Khmers rouges

Il aura fallu douze ans après son arrestation pour voir débiter le procès du premier accusé de crimes contre l'humanité et crimes de guerre : Kaing Guek Eav (également connu sous le nom de Duch), soixante-dix ans, ancien directeur du centre de détention S-21 khmer rouge (appelé Tuol Sleng après 1979). Douze années à la fois de négociations entre les Nations unies et le gouvernement cambodgien, mêlées à des pressions financières des bailleurs de fonds, pour installer un tribunal des Khmers rouges⁶.

Après une première comparution devant la Cour en novembre 2007, le procès de Duch a finalement débuté fin mars. Ce procès possède une valeur de symbole en raison de la célébrité de sa prison S-21 : ancienne

⁶ En ciblant sur la période khmère rouge, sont mises de côté les responsabilités de certains donateurs (notamment les États-Unis) dans les violences qui ont simultanément frappé cette région et préparé le terrain aux Khmers rouges (guerre du Viêt Nam, régime de Lon Nol par exemple).

école sous le prince Sihanouk, elle est devenue un lieu de purge des Khmers rouges au moment le plus fort de leur paranoïa, avant d'avoir été transformée en musée du Génocide par les Vietnamiens.

Quelques minutes avant la fin de la dernière des 77 audiences (27 novembre), qui devait clore le procès, le double mode de défense, français (M^e François Roux) et cambodgien (M^e Kar Savuth), révéla ses limites et incohérences. Ce dernier est désigné par Duch comme son ultime porte-parole et profita de ce rôle pour réitérer son discours de début de procès en demandant explicitement l'acquittement et la libération immédiate de l'accusé, affichant une ligne de défense contradictoire de son homologue français⁷. En demandant l'acquittement pour des faits que l'accusé ne renie pas – la torture et la mise à mort de 12 380 personnes – mais dont la responsabilité est transférée vers « les hauts dirigeants du Kampuchea démocratique », l'avocat cambodgien pousse les juges à choisir entre la sentence des procureurs (quarante ans de prison) ou l'acquittement sans condition.

Acte manqué, erreur ou trahison de son avocat cambodgien (aussi avocat de Hun Sen et du PPC) ? Outre le fait que ce « coup de théâtre » boute en touche le système de défense de l'avocat français, une conception dichotomique de la justice cambodgienne apparaît clairement, qui voit dans un accusé soit un coupable honteux, soit un bouc émissaire au regard fier et sans reproche. Duch choisit cette dernière attitude au terme de son procès, remettant apparemment en cause la sincérité de ses précédents remords publics. En avouant les exactions de Duch tout en niant sa responsabilité, M^e Kar Savuth révèle un rapport singulier de la société cambodgienne avec le droit et la pratique juridique en général, où la non-reconnaissance des torts d'un accusé (malgré les preuves accablantes dudit délit) permettrait de fomenter le doute dans l'esprit des juges. Inversement, la reconnaissance de la culpabilité de l'accusé (voie de M^e Roux) aurait pour conséquence d'inciter les juges à condamner plus lourdement l'accusé.

Quatre autres inculpés devraient comparaître devant le tribunal : Nuon Chea (84 ans, « numéro deux » du régime khmer rouge), Khieu

⁷ M^e Roux demandait une réduction de peine pour une série de circonstances atténuantes (agissement sous la contrainte, coopération de l'accusé durant le procès, ses remords et sa demande de pardon).

Samphan (78 ans, chef d'État du Kampuchea démocratique ou KD), Ieng Sary (84 ans, « numéro trois » du KD) et son épouse, Ieng Thirith (77 ans, ministre des Affaires sociales du KD). L'usage du conditionnel est important car de nombreux détails amènent à croire que le tribunal en restera à l'affaire Duch, à commencer par leur âge avancé et leur santé fragile. Ensuite, une série d'allégations de corruption et d'interférence du gouvernement auprès du personnel cambodgien des chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens a affaibli l'image du fonctionnement de la machine judiciaire.

Si l'homme fort du Cambodge pouvait avoir besoin de ce tribunal pour bénéficier d'une reconnaissance internationale après son coup de force de 1997, Hun Sen désire garder dorénavant le contrôle sur la poursuite de nouvelles accusations ou d'enquêtes trop poussées lesquelles, selon lui, pourraient à leur tour engendrer des désordres sociaux et des milliers de morts. En effet, si les procès des quatre accusés devaient avoir lieu, plusieurs autres dirigeants seraient susceptibles de devoir comparaître à la barre, témoigner de leur connaissance intime des inculpés ou du régime des Khmers rouges, voire même risqueraient d'être à leur tour arrêtés (Article premier de l'accord de 2003 entre l'Organisation des Nations unies et le gouvernement cambodgien). Si Hun Sen n'a pas à craindre personnellement d'une quelconque accusation⁸, ce n'est pas le cas de plusieurs personnalités politiques⁹ et militaires, suite à la réintégration des Khmers rouges au sein de l'armée, au nom d'une difficile politique de réconciliation nationale en place depuis les années 1990.

Le Premier ministre n'hésite alors pas à demander à la communauté internationale d'exprimer « ses regrets » et, au moins, d'endosser « une responsabilité morale » pour avoir continué de reconnaître, jusqu'en 1991, les Khmers rouges comme représentants officiels du Cambodge aux Nations unies, « sinon, il n'est pas nécessaire de juger les Khmers rouges » (discours du 24 novembre). Le refus réaffirmé par Hun Sen de donner suite aux procès des anciens dirigeants et responsables khmers rouges remet de fait sérieusement en question la genèse même du procès,

⁸ Bien que khmer rouge, il fut blessé rapidement et évita les purges en fuyant au Viêt Nam.

⁹ Comme Heng Samrin (le président de l'Assemblée nationale), Chea Sim (le président du Sénat et du Parti populaire cambodgien), ainsi que le roi-père, Norodom Sihanouk.

c'est-à-dire le concept et la mise en place d'un procès international pour régler des questions de politique et d'histoire nationales.

Avec le soutien financier de nombreuses ONG et organisations internationales, l'ouverture du procès a tout d'abord suscité un vif enthousiasme dans les médias. Néanmoins, la complexité d'une traduction trilingue, la recherche méticuleuse par les avocats de tous les mécanismes psychologiques et idéologiques en œuvre chez les tortionnaires et les victimes (souvent abscons et déliés du cas de l'accusé) et, vraisemblablement, l'incompréhension civile face à une sentence qui ne tombe pas rapidement mais dont la formulation s'étire dans le temps – même si elle demeure raisonnable comparée à d'autres procès de ce genre – ont eu pour cause un rapide délaissement des médias papiers et audiovisuels. En revanche, les dépositions des victimes et les réponses de l'accusé intéresseront profondément les historiens des régimes totalitaires et de l'auto-génocide cambodgien, les avocats et les juges orientant sensiblement ce procès vers la compréhension historique des mécanismes du régime khmer rouge (même si Duch ne faisait pas partie du Comité permanent du comité central), sur la création et le fonctionnement de la prison S-21, sur le conflit avec le Viêt Nam, sur la gestion du site d'exécution de Choeng Ek et le centre de rééducation de Prey Sar, sur la répartition des pouvoirs à l'échelle nationale, etc.

Fiche Cambodge

Capitale : Phnom Penh
Superficie : 181 035 km²
Population : 14 494 293
Langue officielle : Khmer

Données politiques

Nature de l'Etat : Monarchie unitaire
Nature du régime : parlementaire
Suffrage : À partir de 18 ans, universel
Chef de l'Etat : Roi Norodom Sihamoni (depuis 2004)
Premier ministre : Hun Sen (depuis 1985)
Ministre des Affaires étrangères : Hor Nam Hong
Ministre de l'Intérieur : Sar Kheng
Echéances : Elections législatives en janvier 2011 (Sénat) et juillet 2013 (Assemblée Nationale)

Indicateurs démographiques et sociologiques

Principaux groupes ethniques : Khmers (90%), Vietnamiens (5%), Chinois (1%)
Religions (1998) : Bouddhistes (96,4%), musulmans (2,1%)

Taux de croissance démographique (2008) : 1,3 %
Espérance de vie (2008) : 62,1 ans
Taux de fertilité (2008) : 3,04
Taux de natalité (2008) : 23,73 ‰
Taux de mortalité (2008) : 8,08 ‰
Taux de mortalité infantile (2008) : 54,79 ‰

Taux d'alphabétisation (> 15 ans) (2004) : 73,6%
Taux d'urbanisation (2008) : 19,7%
Indice de développement humain : 0,593 (137^e rang, 2007) ; 0,543 (130^e rang, 2000)

Données économiques

Monnaie : riel (1 euro = 6.035,72 riels le 16.12.09)

Balance des opérations courantes (2008) : -1,002 milliards \$ US

Dette extérieure (2007) : 3,761 milliards \$ US

PIB par habitant ou per capita (2008) : 2.000 \$ US

Taux de croissance du PIB (est. 2009) : 5%

Répartition du PIB par secteur d'activité (2007) : agriculture (29%) ; industrie (30 %) ; services (41%)

Taux d'inflation (2008) : 19,7%

Taux de chômage (2007) : 3,5%

Taux de population vivant sous le seuil du niveau de pauvreté (2004) : 35%

IDE entrant (flux) (2008) : 815 millions \$ US

IDE entrant (cumulés ou stocks) (2008) : 4.637 millions \$ US

IDE sortant (flux) (2008) : 24 millions \$ US

IDE sortant (cumulés ou stocks) (2008) : 308 millions \$ US

Principaux partenaires commerciaux (2008) : Etats Unis, U.E, Chine, Viêt nam

Importations (2008) : 6,37 milliards \$ US

Principaux produits importés (2008) : produits pétroliers ; cigarettes ; or ; matériaux de construction ; véhicules motorisés ; produits pharmaceutiques

Exportations (2008) : 4,312 milliards \$ US

Principaux produits exportés (2008) : vêtements ; caoutchouc ; riz ; poisson ; tabac ; chaussures ; bois de construction